

Congrès du Mouvement Réformateur
Discours de Louis Michel
Tête de liste MR aux élections européennes du 7 juin 2009
Bruxelles, Kinépolis, samedi 21 mars 2009
[Seul le texte prononcé fait foi]

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs, les Mandataires, Parlementaires et Ministres du Mouvement Réformateur,

Mes très chers Amis militants,

Mesdames, Messieurs,

Je suis réellement très heureux de la présence aujourd'hui à nos côtés de Guy Verhofstadt. C'est l'occasion de lui dire notre estime. C'est aussi l'occasion de lui dire le bonheur que j'ai eu de travailler avec lui pour remettre ce pays, notre pays, sur les rails, le remettre debout et surtout le faire revivre au rythme de son temps.

La vision politique de Guy Verhofstadt, son sens de l'histoire et de l'Etat, en ont fait un guide ambitieux avec lequel nous avons pris plaisir à travailler. Je suis intimement persuadé que sa vision universelle de l'homme servira encore pour aider ce pays à résister aux assauts de tous les « racrapotés », les frileux, les « pense petit », qui ont décidé consciemment ou inconsciemment de perdre la Belgique.

Je suis très sincèrement persuadé que nous aurons encore besoin de lui pour forger ensemble un statut institutionnel qui donnera à notre Etat, à nos Régions à nos Communautés, une nouvelle perspective, une nouvelle force et qui donnera à tous nos concitoyens l'envie de vivre ensemble, de faire face ensemble, de forger un avenir ensemble, et de rêver ensemble.

Nous réussirons cette nouvelle ambition si nous la fondons sur la loyauté, le respect mutuel, la responsabilisation et la solidarité.

Ik ben overtuigd dat we samen de belangrijkste problemen van ons land kunnen oplossen op voorwaarde dat men zo'n uitdaging aanpakt zonder noch doof, noch blind te zijn. Uw aanwezigheid tussen ons wil ik beschouwen als een concreet signaal van wederzijds goede wil, van ware perspectief voor ons land en van broederlijke vriendschap.

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Notre congrès d'aujourd'hui est européen. Notre congrès concerne les élections européennes du 7 juin prochain. Je vais donc vous parler de l'Europe. Je vais donc vous parler d'Union.

Mais, mes chers amis, en vous parlant de cette Union européenne, c'est de vous que je veux parler.

C'est de notre pays. C'est de nos régions. C'est de la Wallonie et c'est de Bruxelles, parce que seule l'Europe peut nous apporter les vraies réponses efficaces et généreuses à nos incertitudes, à nos doutes, à nos craintes, mais aussi à nos attentes et à nos ambitions.

L'Europe, c'est une des plus belles histoires de l'humanité. Et l'enjeu de ces élections c'est d'empêcher que cette histoire ne s'arrête.

En 50 ans cette idée de génie qui est une idée de liberté, de solidarité, de paix et de sécurité a engendré des acquis irréversibles dont il n'existe aucun autre exemple dans l'histoire des hommes.

L'Europe est devenue la zone économique la plus prospère du monde grâce au Marché Unique. En 15 ans la prospérité de l'UE a augmenté de 2,15% du PIB. Cela représente pour chaque citoyen une augmentation de 518 euros.

Le Marché unique permet aux PME de vendre leurs produits et leur savoir faire à 500 millions de consommateurs. C'est 2,750 Millions d'emplois supplémentaires en un peu plus de 10 ans. Ce sont des consommateurs qui accèdent à des produits à des prix plus bas et de meilleure qualité. Ce sont des produits plus sûrs et plus respectueux de l'environnement.

Mes chers amis,

En un mot comme en cent, je voudrais pouvoir vous dire toutes les raisons concrètes que vous avez de croire plus que jamais dans cette Europe que d'aucuns qualifient avec du fiel et avec de l'aversion d'Europe libérale.

Il nous faudra convaincre nos concitoyens qu'ils ont des dizaines de raisons d'aimer l'Union européenne. Convaincre qu'elle est bien plus qu'une organisation internationale avec des institutions lointaines. Convaincre que c'est une construction politique qui les touche au plus près de leur vie quotidienne. Il nous faudra expliquer que la solidarité sociale, le partage équitable des fruits de la croissance, la liberté d'association et d'entreprendre, le respect des diversités culturelles et linguistiques sont des principes que sont coulés dans la charte des droits fondamentaux. Il faudra rappeler que l'UE s'est dotée d'une agence pour veiller au respect de ces droits, et que ceux-ci ne sont pas seulement proclamés mais protégés par la Cour européenne de justice qui les a inclus dans les principes généraux du Droit communautaire.

* *
*

L'Europe des citoyens

Il faudra leur dire que la lutte contre la discrimination, contre le racisme et la xénophobie sont inscrites au cœur des préoccupations de l'UE, que la liberté de circulation, de séjour et d'établissement sont des droits largement consacrés.

L'Europe pour les enfants

Il faudra réaffirmer qu'au cours des cinquante dernières années de la construction européenne, le sort des enfants s'est considérablement amélioré. Certes, les progrès médicaux et de l'alimentation sont pour beaucoup dans cet état de fait mais la protection juridique dont bénéficie l'enfant de nos jours est le résultat d'un travail politique et législatif mené au niveau de l'UE.

Cette protection s'étend d'ailleurs aux enfants et aux mineurs des pays tiers qui font l'objet de dispositions spécifiques, notamment dans les textes européens ayant trait au droit de l'immigration.

Sur ce sujet, celui de l'immigration, je voudrais réaffirmer la vision humaniste qui est la nôtre. Tout être humain a le droit de vivre dans la dignité et la liberté. Cela passe par des politiques d'accueil, cela passe par la régularisation au cas par cas et selon des critères clairement définis et objectivables. Cela passe aussi par des processus d'immigration économique. Mais rien ne remplacera l'aide apportée sur place à des populations pour que celles-ci puissent prendre leur destin en main et faire reculer les conditions du malheur et, le plus souvent, de l'horreur.

C'est pourquoi il me plaît de rappeler que chaque année l'Union européenne dépense 48 milliards d'€ pour aider les pays en développement et faire en sorte d'offrir des perspectives à toute cette jeunesse qui se débat dans le dénuement.

Si nous ne parvenons pas à sortir ces pays et ces peuples de la pauvreté, nous ne pourrions empêcher de nouveaux flux migratoires qui seront difficiles à gérer.

C'est pourquoi il faut dire à nos opinions publiques qu'en prenant à la marge de notre opulence, non seulement nous faisons preuve d'un minimum de justice et de générosité, mais nous anticipons aussi sur nos propres problèmes.

L'Europe pour les femmes

Chers amis, vous le savez, un des principes des sociétés européennes est l'égalité entre de traitement entre l'homme et la femme.

Au sein de l'Union européenne, plus de 6 millions de femmes âgées de 25 à 30 ans ne sont pas en mesure de travailler à temps plein en raison d'obligations familiales. L'UE qui a pris la mesure du vieillissement de la population, veut au contraire favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. L'UE ne limite pas son action en faveur des femmes à la reconnaissance de son rôle de mère mais promeut aussi son potentiel professionnel en oeuvrant à l'égalité des salaires et de la protection sociale.

L'Europe des travailleurs

Autre aspect des politiques européennes : les conditions sociales. Contrairement à ce qui est souvent affirmé –et le plus souvent par les partis qui prétendent avoir le monopole du social-, l'Europe sociale existe mais les compétences de l'UE en ce domaine sont limitées par les Traités qui ne lui confèrent pas en particulier le droit de légiférer en matière de salaire, de droit de grève, de sécurité sociale, ni d'intervenir de manière générale dans les relations contractuelles entre employeurs et employés. Reste que ce cadre restreint permet néanmoins à l'UE de veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs sur leur lieu de travail. L'UE est aussi compétente contre les discriminations, que ce soit à l'encontre des travailleurs intérimaires ou migrants. Enfin l'UE s'attache à la reconnaissance mutuelle des diplômes et certifications conformément au principe de libre circulation des travailleurs.

L'Europe pour les consommateurs

Avec 490 millions de consommateurs, dont les dépenses représentent plus de la moitié du produit intérieur brut de l'UE, il est clair que la politique de consommation figure parmi les toutes premières priorités européennes et une abondante législation traduite en droit belge protège les consommateurs dans leurs achats effectués tant sur le marché national, qu'en vacances dans un pays européen voisin. Que l'Europe se construise au service des consommateurs est d'ailleurs une constante de la construction européenne laquelle dès l'origine visait à lutter contre les cartels et les monopoles qui constituaient encore la structure des économies de nos pays jusqu'à la fin des années septante, avec son cortège d'ententes, d'arrangements et de pratiques anticoncurrentielles. C'est le caractère libéral de l'Europe qui a permis de lutter contre tout cela.

La protection des consommateurs ne se limite toutefois pas à veiller à ce que le juste prix soit payé, mais aussi à ce que le produit acheté soit sûr et de bonne qualité.

L'Europe pour les justiciables

L'UE cherche à créer un Espace judiciaire depuis 1985 et la signature entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne dans la petite ville grand ducale de

Schengen d'accords de libre circulation assortis d'un système d'échanges d'information entre polices de l'air et des frontières.

Le Traité d'Amsterdam a intégré cet acquis en 1997 et un vaste chantier comprenant les politiques d'asile et d'immigration et l'ensemble de la coopération judiciaire et policière s'est alors ouvert à l'UE.

L'Europe judiciaire ne se limite cependant pas à la lutte contre les réseaux de passeurs, les trafiquants et les terroristes, mais se focalise également sur des problèmes pratiques de droit civil et commercial qui surviennent si souvent désormais à l'échelle transfrontalière en raison de la libre circulation croissante des biens, des services et des personnes.

Mes chers amis,

Je pense que tout ceci est suffisamment clair : si cette belle histoire européenne devait s'arrêter, alors oui, nous aurions raison d'avoir peur.

Or, vous le savez et je le sais aussi, le débat européen va être instrumentalisé pour diaboliser le libéralisme. Vous le savez, et je le sais aussi : les enfants égarés ou honteux du marxisme vont tenter de confondre libéralisme et capitalisme sauvage.

Mais le capitalisme n'est pas un projet de société. Il est et restera toujours une technique économique, un instrument pour créer de la prospérité.

Le capitalisme n'est pas synonyme de libéralisme. Ce sont deux mots qui recouvrent des réalités et des concepts totalement différents.

Le libéralisme est un projet de société. Un projet entièrement politique fondé sur une éthique sociale, culturelle et économique. L'objectif du libéralisme c'est de garantir des libertés réelles dont doit disposer chacune et chacun.

Liberté « réelle », j'y insiste, car le libéralisme ne vise pas quelque chose d'inexistant qui serait une liberté idéale. Un être humain, en effet, n'est libre que s'il dispose concrètement des moyens pour l'être. Il est libre s'il peut se nourrir, se déplacer, travailler, se loger, se chauffer, se cultiver, garantir un avenir pour ses enfants. C'est à la démocratie politique qu'il appartient d'assurer l'exercice authentique de ces libertés. Le libéralisme c'est cette alchimie, cette harmonie utile entre la création de richesses et la vigilance démocratique qui veille à assurer une répartition équitable de celles-ci.

J'affirme qu'aucun autre système au monde n'y a mieux réussi que le libéralisme. Et ce que j'appellerais le « way of life européen » consacre des valeurs communes, de l'enseignement obligatoire à la sécurité sociale et à la liberté d'entreprendre et de créer, de la protection par la justice à la sécurité même de vivre, tout cela est d'inspiration libérale. Tout cela est à l'honneur du libéralisme.

De même que c'est l'honneur de tous ceux qui, depuis le Siècle des Lumières ont créé et mis en œuvre, quelque chose d'absolument inouï jusqu'alors : une

société fondée sur la raison, une société d'individus libres, capables de penser et de s'exprimer librement. Capables aussi de cette grande vertu humaine qu'est la tolérance. C'est à cette Europe de la raison que j'en appelle face aux intégrismes religieux et sectaires. L'Europe libérale est une Europe où chrétiens, juifs, musulmans, laïcs, agnostiques doivent pouvoir vivre leurs convictions en paix et dans le respect mutuel, grâce à la neutralité de l'autorité publique.

L'Europe est à l'opposé de tout repli uniforme et de toute identité rabotée. L'Europe est comme une terre qui serait partout semblable mais où germeraient et se développeraient une infinie diversité de cultures, de traditions, d'œuvres artistiques, et surtout une infinie diversité d'émotions humaines.

Chers amis,

Nous devons assumer avec fierté et conviction la nature libérale de l'Union européenne. C'est elle qui a forgé cette alchimie unique entre la prospérité fondée sur l'excellence, la créativité, l'engagement personnel et la responsabilité individuelle et collective d'une part et l'Etat impartial qui redistribue. Elle est une sorte de mondialisation réussie à l'échelle de notre continent.

Je le dis, ceux qui crachotent piteusement leur ressentiment contre l'Europe libérale feraient bien d'être prudents. C'est si simple de répondre qu'il est facile d'imaginer ce qu'aurait donné l'Europe marxiste, Cette Europe là aurait été aussi monstrueuse économiquement, socialement, politiquement, que ne le furent les Républiques socialistes de l'Europe de l'Est, monolithe glacial, déshumanisé, totalitaire, liberticide et sous-développé.

Chers amis, c'est l'Europe libérale qui, durant des dizaines d'années a fasciné des millions d'être humains qui étaient soumis sous le joug du communisme. C'est l'Europe libérale qui aujourd'hui se porte aux avant- postes pour réclamer une gouvernance mondiale, pour réclamer les réformes dont les grandes organisations internationales ont absolument besoin pour démocratiser la mondialisation, pour humaniser la mondialisation, en un mot pour mettre le monde au service de l'humanité.

J'entends, en effet, rappeler que le droit, que l'Etat de droit, que la loi est la condition du libéralisme, et que sa méthode, son mode d'action est la réforme, la capacité de transformer les règles et de les faire évoluer pour le bien du plus grand nombre.

Mesdames, Messieurs,

L'Europe est une force d'avenir. Les citoyens européens ont besoin de plus d'Europe et non pas de moins d'Europe.

Qui pourrait croire que face à des défis globaux comme:

- La crise financière,
- Les dangers du terrorisme international,
- La lutte contre la grande criminalité,
- Les effets du changement climatique,
- Les grandes questions d'environnement,
- La crise alimentaire,
- La crise énergétique,
- Les dangers des conflits culturels et religieux,

Qui pourrait croire qu'un pays tout seul peut relever ces défis. Nous devons le faire ensemble.

Et l'Europe est mieux armée qu'aucune autre puissance au monde pour y faire face et pour entraîner les autres grandes puissances dans une dynamique vertueuse.

A ce propos,

L'Europe aujourd'hui doit tendre la main aux Etats-Unis. Les conditions d'un grand partenariat Europe-Etats-Unis sont à nouveau réunies pour peser positivement sur un meilleur ordre mondial, pour réduire les risques et pour inventer les solutions à l'échelle planétaire.

L'Europe doit tendre la main aux pays émergents pour qu'ils deviennent à part entière des partenaires incontournables sur ce nouvel échiquier planétaire.

L'Europe doit tendre la main aux pays pauvres pour les sortir de leur condition indigne et en faire des partenaires égaux en droits et en devoirs.

Mes chers amis, l'Europe a de beaux jours parce qu'elle fascine par les résultats qu'elle a obtenus en 50 ans.

Chers amis, c'est quand les temps sont durs que l'on a besoin des libéraux. Le vrai danger, ce sont moins les crises, financières, économiques, alimentaires, climatiques..., le vrai danger qu'il faut craindre, c'est moins toutes ces crises que les peurs de toutes sortes et leur instrumentalisation politique.

C'est quand les temps sont difficiles que l'homme est capable d'aller puiser au fond de lui-même l'énergie de vie et de survie pour construire et reconstruire son destin.

Il nous faut renoncer au renoncement, dénoncer les résignations, rendre l'envie de créer et de réinventer les rêves et même les utopies. Donner l'envie d'avoir envie !

La pire des choses serait de se replier sans audace. La pire des choses serait de laisser s'éteindre ce que nous avons de plus riche en nous : l'envie de liberté !

Mes chers amis,

Je ne peux terminer cette intervention sans me tourner vers notre président ni sans lui dire mon amitié. Je sais que les critiques dont il a été l'objet ces derniers temps, les approximations opportunistes, les attaques personnelles, sont l'expression sulfureuse d'un ressentiment incompatible avec le débat démocratique.

La démocratie, par des procédures précises de contrôle, d'interpellations, de votes, et finalement d'approbation ou de sanction électorale, consiste à garantir le respect de la pluralité des points de vue. L'attaque ad hominem, la vindicte personnelle, le lynchage, sont des pratiques inconciliables avec le sens élevé que nous entendons donner au combat contradictoire.

Mon cher Didier,

Nous allons aller ensemble, avec tous les parlementaires, avec Olivier Maingain, avec Gérard Deprez, avec nos militants et avec nos électeurs, en ordre de bataille, pour convaincre les citoyens qu'une Wallonie ambitieuse est possible, que Bruxelles au cœur de l'Europe portera haut les vertus du libéralisme, et que ce pays, notre pays, peut compter sur l'énergie libérale.

Nous allons, toi et moi, avec tous nos amis, rendre à ces centaines de milliers de jeunes qui le méritent, l'envie de liberté, de générosité.

Nous allons leur rendre l'envie d'avoir envie !